

L'EXPLOITATION DE L'ESPAGNE...

L'heure n'est pas encore venue d'écrire l'histoire de la révolution espagnole, et le moment serait d'autant plus mal choisi que ce travail exigerait une étude approfondie des événements qui se déroulèrent au delà des Pyrénées antérieurement aux années 1935 et 1936. Ce qui découle cependant de l'observation élémentaire des faits, c'est que, dans cette tragédie qui a ensanglanté pendant près de trois ans la péninsule ibérique, les deux parties ont été trahies simultanément par la Russie et par l'Allemagne.

Il est évidemment difficile de démontrer à l'aide de documents officiels qui, s'ils existent, sont en possession de ces deux puissances la collusion hitléro-stalinienne dans l'exploitation de la révolution espagnole. Mais il ressort nettement que le but poursuivi par l'Allemagne et par la Russie était l'affaiblissement de la France.

M. Paul Reynaud, après avoir déclaré au retour d'un voyage en Allemagne que *«dans le privé les nazistes reconnaissent que, la guerre en Espagne, c'est la guerre contre la France»*, écrivait le premier novembre 1937 dans le grand quotidien *Paris-Soir*:

«Nous sommes maintenant (en France) et il n'y a plus à s'y tromper, dans la première zone, celle de la guerre non sanglante».

Celle guerre *«non sanglante»* nous apparaît plus clairement lorsque nous nous souvenons de certaines activités de la diplomatie commerciale allemande, qui nous paraissaient assez troublantes, pendant les hostilités espagnoles.

Ce que recherchait l'Allemagne, ce n'était pas le triomphe d'une cause dont le général Franco s'était fait le champion, mais d'*«occuper»* la France et la menacer sur sa frontière espagnole tant que ne seraient pas complètement réalisés la conquête, le dépouillement et l'asservissement de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Alors seulement elle pourrait commencer contre la France sa guerre *«sanglante»*.

Il fallait absolument que la guerre durât en Espagne pour que l'Allemagne put poursuivre en toute quiétude un programme élaboré depuis longtemps dans ses moindres détails et lorsque, en 1937, - le Reich n'était pas encore suffisamment préparé, - la faiblesse en matériel des troupes républicaines faillit mettre fin à la guerre civile, un représentant officiel du gouvernement allemand vint à Paris proposer la fourniture d'un million de livres sterling de matériel de guerre moderne dont il assurait la livraison, via Hambourg, vers un port de l'Espagne républicaine. L'Allemagne prenait à sa charge tous les frais d'assurance et ne courait sans doute aucun risque puisqu'elle n'exigeait le règlement, par une banque suisse, que lorsque ses navires seraient arrivés à destination. La raison invoquée était que le Reich avait un besoin urgent de devises et la nécessité absolue de s'en procurer par quelque moyen que ce fût.

Ce qui laisse supposer l'accord de l'Allemagne et de la Russie dans l'élaboration et la mise en pratique d'un tel plan, ignoré par les républicains comme par les franchistes, c'est que les forces des deux parties étaient minutieusement entretenues, mais de manière à ne pas permettre à l'un des belligérants d'enlever une décision rapide et définitive. Il coule de source que l'Allemagne comme la Russie auraient pu - malgré le principe de la non-intervention qui était ouvertement violé - apporter une aide plus efficace à celle des parties dont elles prétendaient soutenir la cause. Elles ne l'ont pas fait parce que c'était contraire à leurs intérêts réciproques.

L'attitude de la Russie et, naturellement, des chefs bolchevistes français est non moins équivoque dans le développement de la révolution espagnole.

L'Espagne était peut-être le seul pays d'Europe qui ne s'était pas laissé contaminer par le virus bolcheviste. Les deux grandes organisations syndicales étaient d'inspiration anarchiste ou socialiste, également antibolchevistes, et la C.N.T. (*Confédération nationale du travail*) comme l'U.G.T. (*Union générale des travailleurs*) luttaient avec énergie contre la menace communiste. Bien que révolutionnaires, elles échappaient

l'une et l'autre à l'emprise de Moscou. Pourtant, dès l'aube de la Révolution, c'est-à-dire au lendemain des journées de juillet 1936, les communistes prirent officiellement la direction des opérations, exerçant sur le gouvernement et sur les organisations politiques et syndicales le plus scandaleux et le plus ignoble des chantages.

Ce qui démontre que les bolchevistes ne poursuivaient pas en Espagne un but noble, humain et indépendant et que les travailleurs espagnols n'étaient qu'un instrument entre leurs mains, c'est que leur concours était jésuitique et subordonné au contrôle absolu par leurs créatures de toute l'activité économique, politique et sociale. Ils étaient révolutionnaires dans la mesure où ils pouvaient diriger la révolution, l'entretenir et la terminer à l'heure fixée par Moscou et à son profit exclusif.

Nous avons, par ailleurs, donné les raisons qui nous firent approuver, en 1938, la politique extérieure du gouvernement Daladier, et nous avons rappelé plus haut la fureur et la rage des bolchevistes de voir le président du Conseil se rendre à Munich. S'est-on vraiment rendu compte, dans la classe ouvrière de ce pays, quelle eut été la situation si la France engagée dans le conflit européen, avait eu à subir, d'autre part, l'envahissement de son territoire, non pas par les armées du général Franco, - ce qui n'était pas à craindre, - mais par l'armée républicaine en déroute et par des centaines de milliers de femmes et d'enfants? C'est cela que voulaient nos bolchevistes français, et c'est pourquoi ils ne surent pas étouffer l'explosion de leur colère. Et n'est-il pas curieux et troublant de constater que la guerre espagnole prit fin au début de l'année 1939, alors que se préparait la grande offensive guerrière du Reich?

Car rien ne laissait prévoir une débâcle aussi rapide. Les observateurs étrangers, bien que considérant l'armée républicaine en mauvaise posture, estimaient toutefois que la retraite de la Catalogne serait longue, s'effectuerait en bon ordre et que les armes dont disposaient les troupes du général Miaja étaient encore suffisantes pour tenir l'adversaire en respect.

Nous sommes fondé à considérer que cette défaite prématurée signifiait que le rôle «révolutionnaire» des bolchevistes était terminé en Espagne.

Une des forces principales des communistes est de savoir associer à leur action des éléments qui leur sont particulièrement hostiles et de s'emparer des postes de direction, même dans les mouvements où ils ne représentent qu'une faible minorité. Nous avons dit que c'est ce qu'ils firent en Espagne.

Comme ils ne répugnent à aucun moyen, ils commencèrent par faire assassiner le leader révolutionnaire Durruti, un des hommes les plus populaires et les plus aimés de la masse ouvrière, et qui, appartenant au mouvement libertaire, s'opposait à la mise en tutelle de l'Espagne par les agents de Moscou. Durruti, qui avait le grade de général, mourut au front d'une «*balle perdue*» comme mourut le général von Fritsch sur le front polonais. On fit à Durruti des obsèques nationales, - comme à von Fritsch, - et les communistes s'associèrent au deuil du peuple. Mais ils profitèrent de l'émotion provoquée par la disparition du chef syndicaliste pour exiger des pouvoirs plus étendus, menaçant de faire cesser toute livraison d'armes par la Russie si satisfaction totale ne leur était pas accordée.

L'intervention du bolchevisme, dans quelque mouvement que ce soit, n'est jamais désintéressée. Tout en poursuivant en Espagne un but inavoué, la Russie ne perdait pas cependant le sens des réalités.

Avoir ses hommes à la tête du gouvernement espagnol ne lui semblait pas suffisant pour assurer le ravitaillement de l'armée républicaine en armes et en munitions. La Cause est une chose, et les profits financiers que l'on peut tirer d'une guerre en sont une autre. Pas une balle de fusil ne fut livrée par les Soviets sans que le paiement en soit effectué en or, et alors que de ce côté des Pyrénées se poursuivait la plus basse des démagogues, la «*Patrie des travailleurs*» s'efforçait d'épuiser le Trésor espagnol.

En outre, afin de s'assurer le contrôle unique et le plus absolu et faire peser sur le peuple la seule influence communiste, les chefs bolchevistes écartaient systématiquement le concours des organisations qui s'offraient spontanément pour alléger les souffrances engendrées par la guerre civile. Et c'est ainsi que, des femmes, des enfants, des vieillards mourant littéralement de faim et de froid, on empêchait des tonnes de vivres et de vêtements, offertes gratuitement, de pénétrer en Espagne républicaine parce qu'elles provenaient de groupements non communistes ou étaient destinées à des associations opposées à la politique stalinienne.

(*) Ce n'est pas une erreur typographique; lisez-y la contraction de Urss et de Russie. (Note A.M.)

De même que le néo-nationalisme français dont se réclamèrent les communistes de ce côté de la frontière faisait partie d'un plan d'ensemble élaboré à Moscou, de même le républicanisme dont ils se couvraient au delà des Pyrénées n'était qu'un paravent derrière lequel se tramait leur mauvais coup.

Ce n'est pas sans difficultés que les communistes arrivaient à imposer leur domination en Espagne. Malgré la terreur dirigée par M. André Marty, les ouvriers espagnols qui voulaient bien se battre pour défendre la République n'entendaient pas être sacrifiés pour satisfaire les ambitions de la Russie stalinienne. Des révoltes éclatèrent. Les insurrections d'Aragon et plus particulièrement celle de Barcelone, en mai 1937, constituent une trahison de plus à l'actif des moscovites.

Le sang coula à flot. La répression, dirigée par des chefs de police appartenant tous au Parti, fut féroce. Des militants syndicalistes, socialistes, libertaires furent exécutés sans aucune forme de jugement. Des savants, comme Berneri, universellement connus et appréciés dans tous les milieux de gauche, soupçonnés d'hostilité au bolchevisme, furent trouvés assassinés devant leur domicile, une balle dans la nuque. Le procureur de la République, au nom du gouvernement, n'hésita pas à poursuivre, pour haute trahison des militants au-dessus de toute critique, simplement en raison de *«leur interprétation de l'aide que l'Union soviétique a prêtée pour le bien moral et matériel de la République et pour leurs critiques systématiques contre les dirigeants politiques russes et l'injure et les calomnies propagées contre la justice, l'armée et l'administration soviétiques»*.

Il importait peu aux agents de Moscou que l'indignation soulevée par leurs crimes compromît l'avenir de la lutte. Leur antifascisme s'estompait sur un ordre venu de Moscou. Ils voulaient être les maîtres pour accomplir leurs sombres desseins et ils le furent.

Tandis que se développait la bolchevisation de l'Espagne et que, bien que connus, ces événements tragiques étaient soigneusement cachés ou estompés par les hommes sincères qui pensaient qu'une trop large publicité affaiblirait la cause républicaine, la campagne d'exploitation de l'Espagne se poursuivait avec une intensité accrue de ce côté de la frontière.

On spécula sur la sensibilité prolétarienne pour escroquer des millions aux classes laborieuses. Les souscriptions succédaient aux souscriptions, les collectes aux collectes.

L'*Union des Syndicats de la Seine*, dirigée par deux bolchevistes notoires, organisa la journée du blé et celle du lait. Les fonds furent subtilisés et servirent à alimenter la propagande stalinienne en France au lieu d'être transformés en lait condensé pour les pauvres petiots d'Espagne et en bon pain pour les civils et les combattants. Et pendant que le *«Fils du peuple»* se faisait applaudir sur les tréteaux publics par les *«Jeunes Filles de France»*, réclamant des canons et des munitions, l'argent de la classe ouvrière, recueilli par les communistes, servait à combler les trous creusés dans les caisses par les agents du Komintern.

Les semaines passèrent, puis les mois. Nous sommes au mois de décembre 1938 et nous avons laissé entendre qu'à ce moment-là la résistance républicaine ne présentait plus aucun intérêt pour la Russie bolcheviste. Au contraire, il semblait désirable que la guerre civile eût son prolongement sur le territoire français. Et alors survint la débâcle, soudaine, inexpliquée.

On s'attendait depuis longtemps déjà à la retraite, mais même parmi les plus initiés à la situation, nul n'imaginait qu'elle pût être si précipitée ni, surtout, qu'elle se traduit par un tel désastre. Le gouvernement espagnol lui-même avait assuré que son armée était capable de s'opposer à une avance foudroyante des soldats de Franco en Catalogne, et que Barcelone était une citadelle quasi imprenable devant laquelle se briserait l'offensive des Nationaux. On s'attendait donc, en France, à recevoir la population civile, et ce furent des militaires qui, par dizaines de milliers, franchirent la frontière.

Nous avons été le témoin, au début de cette douloureuse année 1939, du pitoyable exode de tout un peuple chassé hors de son pays.

Il faut avoir assisté à cet effroyable, mais inévitable désordre des premiers jours, où les civils se fondaient avec les militaires; il faut avoir vu ces grappes humaines, maintenues difficilement par des triples cordons de gardes mobiles, pleurant, criant, hurlant de faim, de froid et de crainte; il faut avoir entendu les appels désespérés des femmes, des blessés, des vieillards implorant pour que s'ouvrît devant eux le passage qui menait à la France, qui menait à la vie - effrayés, les uns et les autres, d'être refoulés vers l'enfer d'où ils venaient de s'évader; il faut avoir assisté au spectacle de cette aventure tragique pour comprendre ce qu'eut de criminel la politique des organisations bolchevistes qui ne virent dans la retraite républicaine que matière à spéculation sociale en France.

Ce qui confirme notre certitude que cette débâcle fut voulue, provoquée, pour occuper l'opinion publique française et permettre au bolchevisme d'affirmer sa trahison quelques mois plus tard, c'est l'attitude même des dirigeants bolchevistes durant cette période si lourde de tristesse.

On a prétendu que rien n'avait été fait pour recueillir les réfugiés espagnols : c'est une calomnie. L'honnêteté et la loyauté les plus élémentaires nous obligent cependant à reconnaître qu'un effort considérable permit, dans la mesure du possible, de secourir les infortunés poussés hors de leur pays natal. Pouvait-on faire plus? Le camp d'Argelès, qui fit couler tant d'encre, avait été prévu pour recevoir 30.000 réfugiés. On fut contraint d'en parquer 125.000. En une nuit les baraquements qui devaient abriter ces malheureux furent pris d'assaut et incendiés par cette horde qui se retrouva le lendemain plus dépourvue que la veille et grelottante de froid. Le ravitaillement ne pouvait suffire et aucune prévision sérieuse ne pouvait être établie, car le nombre des immigrants augmentait de minute en minute. Seule, l'initiative privée pouvait, en la circonstance, seconder l'effort officiel; mais dès les premiers jours se développa une spéculation de laquelle était exclu tout esprit de solidarité humaine.

Nous ne citerons qu'un exemple. Quelques jours après notre arrivée sur la frontière espagnole, nous nous rendions au camp d'Argelès pour y accompagner un camion de vivres. Le pain manquait. Une répartition équitable des aliments était rendue impossible en raison du nombre des réfugiés qui grossissait toujours. Il n'y avait pas à proprement parler pénurie de nourriture, mais on n'organise pas en 48 heures le ravitaillement d'une population vagabonde de près de 400.000 âmes campée dans un pays de montagne, d'autant moins lorsque la circulation est entravée sur les routes par des milliers de fuyards dévalant de tous les sentiers.

Le pain manquait et si certains des réfugiés arrivaient à se procurer frauduleusement une double ration - à peine suffisante pour l'entretien d'un homme - c'était au détriment d'un autre qui, lui, ne mangeait pas.

Lorsque notre camion pénétra dans le camp, il fut immédiatement entouré par un groupe d'affamés, et nous eûmes l'impression que si nous ouvrons les portes du véhicule, nous allions provoquer une bataille entre ces malheureux qui se disputaient une bouchée de pain.

Le service d'ordre était lui-même insuffisant et la moindre dispute à l'intérieur du camp pouvait dégénérer en émeute. De quelle façon aurait-on pu, alors, rétablir l'ordre parmi ces désespérés écrasés par le froid, la faim et la misère, et aussi par trente mois ininterrompus de privations?

Tant bien que mal, nous arrivâmes à faire faire demi-tour à notre camion pour en remettre le contenu aux autorités chargées de la répartition. Mais quelle ne fut pas notre surprise de rencontrer le lendemain, sur cette même plage d'Argelès, l'homme politique d'Albacète perché sur le haut d'une voiture, haranguant les réfugiés et leur prêchant la révolte, «*pour protester*, disait-il, *contre le régime inhumain infligé aux glorieux combattants espagnols*».

C'est avec une terreur rétrospective que nous nous souvenons de ces divers incidents que l'on cherchait à envenimer pour nourrir la campagne démagogique entretenue à l'intérieur du pays, et lorsque nous les évoquons avec le recul du temps, nous sommes fondé à considérer que les attitudes successives et contradictoires des chefs bolchevistes ne pouvaient pas être l'effet d'une pure coïncidence. Tout se rejoignait, en France comme en Espagne, et toute l'action était orientée vers un but unique: l'affaiblissement de la classe ouvrière et du peuple de France pour les rendre complices de la trahison.

Ce n'est pas faire du chauvinisme ou se livrer à un nationalisme étroit que dire ces choses qui ne sont que l'expression de la vérité. Ce n'est pas trahir un internationalisme qui doit reposer sur la loyauté et la sincérité, sur la collaboration et sur la franchise des peuples que de démontrer que le communisme a voulu que la France fût militairement, financièrement et socialement amoindrie pour que s'exécutent plus facilement les projets criminels de la Russie. Ce n'est pas s'associer à la réaction que de reconnaître que, en Espagne, des millions de morts sont morts pour rien, assassinés par la Russie et par l'Allemagne.

Ohé! les jeunes filles de France; ohé! les travailleurs, les ouvriers qui étiez dopés, chaque matin, avec la drogue préparée par les subtils chimistes de la maison de Moscou; ohé! vous tous qui avez pleuré sur la détresse d'un peuple en déroute, savez-vous que l'U.R.S.S., la «*Patrie des ouvriers*», s'est refusée à recueillir un seul des émigrants espagnols? Savez-vous que, en tout et pour tout, à l'appel du gouvernement français, elle a consenti une contribution unique de cinq millions de francs pour subvenir aux besoins les plus urgents et les plus indispensables de 400.000 malheureux, alors que leur entretien coûtait plus de 10 millions par jour?

Non, vous ne le savez pas. Et comment le sauriez-vous? Voilà la vérité qu'il faut dire et répéter. Car à mesure que l'on plonge dans le passé, il apparaît de plus en plus que tout l'effort du bolchevisme était inspiré par le désir d'anéantir non seulement ce qui résistait au communisme, mais aussi au nazisme, dont il était l'allié.

Que de fois n'avons-nous pas été traités de lâches et de poltrons parce que nous ne nous sentions aucune disposition particulière pour véhiculer à travers l'Allemagne les sacro-saints principes du néo-marxisme? Que de fois ne nous a-t-on pas seriné qu'il fallait faire l'unité politique, syndicale et sociale pour descendre de son piédestal le dieu à croix gammée?

Ils ont fait des sourires aux socialistes, aux radicaux, aux cléricaux, aux anarchistes, n'hésitant pas à les traîner dans la boue lorsqu'ils refusaient de se laisser amuser. Et pendant près de trois ans ils ont joué, en Espagne, une comédie sanglante pour en arriver à la collusion hitléro-stalinienne.

Les morts sont morts pour rien.

Franco, vous avez été trompé.

Travailleurs syndiqués du monde, vous avez été trahis.

Jules CHAZOFF.
